

Nouvelles locales du mardi 30 septembre 2014

@rib News, 30/09/2014 | Politique - AprÃs que cinq jeunes se soient rendus Ã la police la fin de la semaine derniÃre dans la province de Cibitoke et qu'ils aient affirmÃ qu'ils Ãtaient en RD Congo combattre pour le compte rÃbellion du parti MSD, le reprÃsentant provincial de ce parti Ã Cibitoke dÃment ces informations. Jean Bosco Hakizimana trouve qu'il s'agit d'un montage orchestrÃ par le pouvoir en place pour coller une mauvaise image Ã en particulier et Ã l'ADC-Ikibiri en gÃnÃral. Il trouve aussi que certains leaders de ce parti peuvent Ãtre arrÃtÃs suite montage.

Il assure que l'ADC-Ikibiri encore moins le MSD n'ont pas de combattants puisqu'ils n'ont pas l'intention pourvoir par les armes. Il demande que des enquÃtes soient menÃes d'une maniÃre impartiale afin que des personnes mal intentionnÃes ne mettent pas ce parti ou cette alliance Ã l'Ãcart des Ãlections de 2015 suite Ã des montages sans fondement. [rpa/isanganiro/bonesha] - Dans le cadre de continuer des enquÃtes Ã propos de ces jeunes, l'Ombudsman burundais les a rencontrÃs un Ã un ce lundi et aprÃs cet entretien, son conseiller chargÃ des questions juridiques a annoncÃ qu'une commission va Ãtre mise en place par cette institution pour Ãtudier cette question. Mais, les organisations de dÃfense des droits de l'homme dans cette province estiment qu'il s'agit d'une immixtion de dans une question que la justice est en train de traiter. Elles demandent plutÃt que l'Ombudsman se tienne Ã l'Ãcart de cette question afin de laisser le champ libre Ã la justice. MaÃtre Jacques Rukuki tranquillise et fait savoir que la justice et l'Ombudsman sont deux institutions diffÃrentes et toutes indÃpendantes. Elle ajoute que toutes les deux ont le droit de traiter de telles questions. Cependant, il reste Ã savoir qui, de l'Ombudsman et de la justice, va continuer Ã traiter cette affaire. [bonesha/rpa] - La Commission Electorale Nationale IndÃpendante (CENI) affirme que l'opÃration d'enrÃlement des Ãlecteurs qui avait ÃtÃ programmÃe pour la mi-septembre et qui avait ÃtÃ reportÃe sera effectuÃe mi-novembre. Le porte-parole de cette commission a aussi fait savoir que les membres des Commissions Electorales Provinciales IndÃpendantes (CEPI) ont ÃtÃ nommÃs ce mardi et que les membres des Commissions Electorales Communales IndÃpendantes (CECI) vont Ãtre nommÃs dans les prochains jours. Prosper Ntahorwamiye a ajoutÃ que la calendrier Ãlectoral d'ÃnÃt sera arrÃtÃ par aprÃs. [bonesha/rpa/isanganiro/rtr/rtnb] | Justice - AprÃs la libÃration provisoire du prÃsident de l'APRODH annoncÃe ce lundi par la tribunal de grande instance de la mairie de Bujumbura, l'Ãt a fait une sortie mÃdiatique depuis le lit de l'hÃpital BOUMELEC. En effet, il trouve que cette libÃration signifie peu de choses pour lui puisqu'il ne peut pas quitter la ville de Bujumbura ni se rendre Ã l'aÃroport international de Bujumbura sans l'avis conforme du magistrat instructeur. Mbonimpa estime qu'il ne peut par consÃquent pas se rendre Ã l'intÃrieur du pays pour voir sa famille ni se rendre Ã l'aÃroport pour accueillir ou accompagner un de ses amis qui vient de l'Ãtranger. Il trouve qu'il s'agit des conditionnalitÃs qui sont incompatibles avec le travail d'un droits de l'homme. Pourtant, il se rÃjouit qu'un tel pas ait pu Ãtre franchi et affirme que son sÃjour en prison ne l'a ÃtÃ la force de militer pour les droits de l'homme. Il prÃcise qu'au contraire, cette incarceration lui a donnÃ plus pour qu'il lutte pour les droits des opprimÃs. Il met en garde alors tous ceux qui pensent qu'il ne pourra plus faire correctement son travail et annonce qu'il est prÃt Ã en dÃcoudre avec ceux qui violent les droits des personnes. Selon l'abandonner ce travail serait une trahison envers le peuple burundais. [bonesha/rpa/isanganiro/rtr] - Alors que la sociÃtÃ civile burundaise Ãtait allÃe voir le prÃsident de l'APRODH pour lui adresser un message de fÃlicitation, le prÃsident FOCODE qui a parlÃ au nom de ces organisations affirme qu'ils sont contents de cette libÃration. De plus, Pacifique Nininahazwe demande Ã la justice de travailler d'arrache pied pour que Mbonimpa soit dÃfinitivement blanchi puis qu'il soit visible Ã l'Ãgard du nu qu'il est poursuivi pour des infractions qui ne tiennent pas. Il a remerciÃ Ãgalement toutes les personnes dont les journaux tant locaux qu'internationaux, les dÃputÃs europÃens, le prÃsident amÃricain et autres qui se sont donnÃs corps et Ãme pour que cette libÃration ait lieu. Enfin, il demande que des enquÃtes sur les dÃclarations de Mbonimpa qui l'ont conduit en prison soient engagÃes pour que la vÃritÃ soit tirÃe au clair et que le pire soit ÃvitÃ au pays. [bonesha/rpa/isanganiro/rtr] - Le gouvernement burundais se dit Ãgalement satisfait de la libÃration de Pierre Claver Mbonimpa, prÃsident de l'APRODH. Dans un communiquÃ rendu public ce mardi, le gouvernement de Bujumbura lui souhaite bon rÃtablissement afin que la justice puisse continuer son travail pour que ce dossier soit clÃturÃ et vidÃ dÃfinitivement. Il assure aussi qu'il n'a aucune pression de qui que ce soit pour que ce dÃfenseur des droits humains puisse Ãtre libÃrÃ et assure que c'est la justice qui a fait son travail. Il met en fin en garde toute personne qui violera la loi qu'elle ne restera pas impunie et incite la justice Ã poursuivre quiconque est soupÃonnÃ de commettre une quelconque infraction. [bonesha/rpa/isanganiro/rtr/rtnb] - L'ADC-Ikibiri a sorti un communiquÃ pour manifester sa satisfaction suite Ã la libÃration du prÃsident de l'APRODH. Selon ce communiquÃ, la justice burundaise a fait un excellent travail de prendre une telle dÃcision combien salutaire pour le concernÃ et pour l'image de la justice et du pays. Il dÃcrie pourtant les discours prononcÃs par certaines autoritÃs du pays pour stigmatiser certains amis du Burundi qui ne faisaient que donner des conseils. Il termine en demandant que des enquÃtes internationales puissent Ãtre menÃes pour que la situation Ã l'Est du Congo soit Ãclaircie et que ces Imbonerakure qui y feraient des entraÃnements paramilitaires soient arrÃtÃs. L'Union EuropÃenne salue Ãgalement cette libÃration du prÃsident de l'APRODH et trouve en effet que la justice a fait le bon choix de se ranger derriÃre le respect des droits fondamentaux de la personne humaine. [bonesha/rpa/isanganiro/rtr]